



CID 2024

Conférence Intensification Durable

4^{ème} édition

Dakar, 23 au 25 Avril 2024

Premier appel à communication

L'appel à communication est ouvert jusqu'au 29 Février 2024. Vous pouvez envoyer vos propositions de résumés (500 mots) à travers le formulaire d'enregistrement. Pour y accéder cliquez [ICI](https://forms.gle/K8dGBhBQxYNZBcZa6) ou copier ce lien dans votre navigateur internet :

Les frais de participation et d'organisation seront de 120 000 XOF / 180 € pour tous les participants en présentiel (80 000 XOF / 120 €) pour les étudiants. Il sera demandé une participation pour le suivi à distance de 50 000 XOF / 75 €. Les modalités de paiement seront indiquées lors de l'inscription définitive.

Le nombre de places en présentiel sera limité et la priorité sera donnée à ceux qui seront retenus pour présenter leurs travaux.

La conférence intensification durable (CID 2024) se tiendra du 24 au 26 avril 2024 à Dakar. Elle a pour objectif de **rassembler chercheurs, enseignants-chercheurs, étudiants, experts et professionnels pour présenter les derniers résultats scientifiques et échanger sur les défis et les opportunités pour une agriculture durable en Afrique sub-saharienne**. L'agriculture et ses acteurs doivent à la fois nourrir sainement et durablement les populations, tout en préservant les ressources naturelles (les sols, l'eau, la biodiversité, les écosystèmes, etc.) dans un environnement fragilisé et menacé par le changement climatique et les transformations sociales. Par ailleurs, les crises récentes (Covid, crise sécuritaire, conflits et marché des matières premières) poussent les sociétés civiles, les Etats accompagnés par les organisations régionales et internationales à se réinterroger sur les stratégies de sécurité alimentaire faisant apparaître la question de la souveraineté alimentaire et nutritionnelle. Les modèles agricoles conventionnels ont montré leurs limites notamment quant à la durabilité environnementale et sociale. Des propositions sont apparues et sont encouragées telles que l'agriculture intelligente face au climat, l'agriculture biologique, l'agroforesterie, l'agroécologie, etc. Les travaux de recherche en cours concernent la compréhension des processus écologiques et biophysiques permettant de répondre aux questions posées par l'adaptation et l'atténuation des changements climatiques, et la transition agroécologique des systèmes pastoraux et agro-sylvo-pastoraux, des systèmes de production urbains et péri-urbains, etc. Par ailleurs, la recherche développe de nouvelles

technologies, de nouvelles méthodes d'observations et de modélisation profitant par exemple des avancées en intelligence artificielle. Les travaux mettent en jeu également de nouvelles approches basées sur la transdisciplinarité associant différents groupes d'acteurs (agriculteurs ou agricultrices, éleveurs, conseillers techniques, chercheurs, décideurs politiques, etc.) pour une co-conception des futures pratiques agricoles et des stratégies pour une agriculture durable.

La Conférence Intensification Durable 2024 nous donnera l'occasion d'échanger sur les méthodes et les résultats scientifiques pour appuyer la réflexion et les décisions concernant les transformations agricoles face aux changements climatique et socio-économique ainsi que sur la transition agroécologique et son insertion dans les politiques publiques.

La conférence s'organisera en quatre sessions et sera ponctuée par deux tables rondes.

Session 1 : Des modes d'usage des terres renouvelés face aux enjeux de l'agenda 2030 du développement durable

Les zones sahéliennes et soudano-sahéliennes sont caractérisées par des systèmes de production agricole intégrés à des pratiques d'élevage, primordial dans les équilibres écologiques de ces milieux fragiles, sujets à la dégradation des terres et à la désertification. Ces systèmes de production concentrent des enjeux sociaux, économiques et politiques majeurs pour lesquels la gestion des ressources naturelles, en particulier les sols, l'eau et la diversité biologique est déterminante. C'est tout l'enjeu de l'objectif de développement durable 15 qui vise à protéger et restaurer les écosystèmes terrestres, à gérer durablement les forêts, à lutter contre la désertification, à stopper et inverser la dégradation des sols et à enrayer la perte de biodiversité. Les modes d'usage des terres impactent également la sécurité alimentaire (ODD 2), la lutte contre la pauvreté (ODD1), la qualité de l'eau (ODD 6), l'atténuation et l'adaptation au changement climatique (ODD13).

Plusieurs initiatives internationales promouvant des actions de restauration des terres dégradées ont été lancées : le défi de Bonn lancé en 2011 avec comme objectif de restaurer 150 millions d'hectares en 2020 et 350 millions d'hectares d'ici 2030, l'initiative de « Restauration des Paysages Forestiers Africains » lancée en 2015, avec comme ambition de restaurer 100 millions d'hectares de terres dégradées d'ici 2030, l'initiative « 4 % sur les sols pour la sécurité alimentaire et le climat », lancée en 2015, propose d'atténuer les émissions de gaz à effet de serre en favorisant la séquestration du carbone dans les sols. Au Sahel, l'initiative de la Grande Muraille Verte lancée en 2007 ambitionne, d'ici 2030, de restaurer 100 millions ha de terres dégradées, de séquestrer 250 millions de tonnes de carbone et de créer 10 millions d'emplois verts.

Ces questions sont abordées par nombreux projets de recherche et de développement sur les relations entre changement climatique et élevage notamment en termes de bilan carbone ou sur les stratégies de séquestration du carbone dans les sols. Ils s'intéressent à la transition agroécologique non seulement des systèmes pastoraux ou agro-sylvo pastoraux mais associent également leur réflexion sur les systèmes horticoles péri-urbains.

Cette session posera la question des impacts de l'intensification des modes d'usages des terres comme levier face aux enjeux de développement durable au Sahel.

Une réflexion sera conduite sur les synergies, compromis entre ODD, le rôle des femmes et des jeunes. Ce débat sera alimenté par la présentation de résultats de recherche sur les pratiques agricoles et pastorales alternatives et sur les réponses apportées par ces pratiques face aux enjeux globaux et aux besoins des communautés paysannes. Une attention particulière sera portée sur des pratiques alternatives permettant une adaptation aux effets du changement climatique dans la région, notamment la gestion de la santé des sols, des plantes, des animaux et celle de la ressource en eau. Cette session s'interrogera également sur la capacité de pratiques alternatives pour la maîtrise des émissions de gaz à effet de serre notamment à travers leur potentialité de séquestration du carbone dans les sols et la végétation.

Session 2 : Co-construire et co-évaluer les futures pratiques agricoles et les voies d'adaptation des agrosystèmes : quelles méthodologies ?

Pour plus de durabilité, la science doit répondre aux problèmes du monde réel et ne peut se penser et se tester uniquement que dans les milieux contrôlés des stations agronomiques et des laboratoires. Cette science se base sur des approches transdisciplinaires associant différentes disciplines et surtout les acteurs concernés. La construction mutuelle de connaissances et de solutions favorise leurs diffusion mais participe pleinement à une innovation intellectuelle nécessaire pour résoudre des équations de plus en plus complexes dans des conditions très hétérogènes et sujettes à des changements globaux importants. Parmi les treize piliers qui définissent l'agroécologie, trois marquent ce besoin de reconnecter l'ensemble des acteurs y compris les chercheurs des systèmes de production alimentaires (connectivité, équitabilité, participation). Pour construire ce lien entre les acteurs du monde de la recherche, du monde politique et de la société civile, il est fait appel à des approches de co-conception au niveau de nouveaux lieux d'échanges (plateforme collaborative, living lab, fab lab, etc.). Il s'y partage des connaissances, s'y conçoit de nouvelles technologies, s'y construit du plaidoyer et les futures politiques, etc. Ces méthodes favorisent également les considérations de la dimension « genre » et des groupes minoritaires ou marginaux dans les politiques et les pratiques agricoles. Ces approches mettant en jeu de nouvelles postures de recherche s'accompagnent d'outils, de méthodes diverses (méthode collaborative ou délibérative, modélisation d'accompagnement, recherche participative, etc.)

Cette session mettra en lumière les approches ayant intégré dès leur initiation une diversité d'acteurs dans la recherche d'alternatives durables, notamment par des méthodes innovantes de co-conception et de concertation (living labs, plateforme de recherche collaborative ou participative, modélisation d'accompagnement, démarche délibérative, etc.). On tentera d'identifier les forces et les faiblesses de ces différents types d'actions notamment en ce qui concerne le rôle de la recherche dans ces approches transdisciplinaires.

Session 3 : La transition agroécologique pour plus de durabilité et de souveraineté alimentaire

La question de la souveraineté alimentaire et nutritionnelle, i.e. du droit des populations à décider de leurs propres stratégies et politiques pour garantir une alimentation saine et suffisante, est au cœur des enjeux politiques et de la durabilité. En effet, la pandémie à Covid19, l'instabilité géopolitique récente à l'échelle mondiale a directement impacté l'Afrique avec la modification des importations/exportations de stocks de céréales et l'augmentation de la volatilité des prix des engrais minéraux, et plus globalement avec une vulnérabilité accrue face à ces chocs internationaux. En conséquence, et en réponse à ces défis, les stratégies de souveraineté alimentaire se sont accentuées et visent à améliorer l'autosuffisance alimentaire, et à réduire la dépendance des pays aux importations alimentaires et d'améliorer sa résilience aux différents chocs. Ces politiques agricoles s'appuient sur l'augmentation de la productivité des productions locales, mais ne délaissent pas les cultures vouées à l'exportation et génératrices de revenus cruciaux pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle des petits producteurs. L'agroécologie permet de penser cette intensification dans la durabilité. De nombreuses expériences agroécologiques sont menées que ce soit par le monde de la recherche et de la société civile. Des technologies et des pratiques sont mises au point répondant aux attentes des producteurs, des citoyens et des politiques publiques, mais également répondant aux exigences de préservation de l'environnement.

Dans cette session, il sera question d'accueillir les dernières avancées en termes de connaissances sur les techniques ou les pratiques agricoles et d'élevage, les arrangements sociaux et les politiques publiques qui répondent par l'agroécologie aux questions de durabilité à l'échelle locale, territoriale, ou nationale. Il s'agira d'évaluer l'impact de ces possibles transformations sur les politiques renouvelées de souveraineté alimentaire.

Session 4 : Intensification durable à l'ère du numérique, de l'intelligence artificielle et des nouvelles technologies ?

Récemment, de nombreuses innovations technologiques apparaissent au service des agriculteurs, des décideurs et des chercheurs. Par exemple, les mini-satellites et les drones s'ajoutent désormais aux outils d'imagerie satellitaire et offrent des capacités à collecter des données continues en milieu extrêmement contraignant (chaleur, accessibilité), de différentes natures (sol, eau, météo, biomasse, cheptel, etc.). Les capteurs connectés, développés localement par des fablabs, ajoutent des quantifications nouvelles de variables nécessaires aux modèles de prévision et de décision. Ils sont utiles entre autres pour une agriculture de précision permettant de maximiser l'efficacité de l'eau utilisée, de limiter l'usage d'intrants chimiques, pour améliorer la productivité agricole, ou pour une aide à la décision des meilleures pratiques agricoles. Dans des milieux ruraux isolés, les technologies innovantes de l'information et de la communication accompagnent la diffusion de connaissance et d'information auprès des producteurs et des techniciens. Les systèmes d'alerte par téléphone permettent d'ajuster les calendriers agricoles et d'allouer de manière optimale les ressources

des producteurs. Tous ces outils du numérique sont un levier considérable pour appuyer l'intensification durable des systèmes de production agricoles en Afrique de l'Ouest. Cependant, basés tout ou en partie sur des nouvelles technologies et des intelligences artificielles, ils soulèvent aussi de nouvelles questions pour la recherche et la société civile notamment en termes d'accessibilité et de propriétés intellectuelles des données, mais également sur les conditions nécessaires à leur développement (partenariat public-privé, création d'emploi locaux, etc.).

Sur la base d'exemple d'applications dans le monde agricole et plus particulièrement en lien avec la transition agroécologique, cette session s'interrogera sur les impacts attendus mais également sur les limites de l'utilisation de ces nouvelles technologies. On pourra également échanger sur l'importance des données et leur mise à disposition à la communauté, ainsi que sur les moyens techniques et humains nécessaires au développement de tels outils.

Table ronde 1 : Quelle transition agroécologique pour une souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest (organisée par la DYTAES)

L'agriculture en Afrique de l'Ouest est confrontée à des défis significatifs tels que le changement climatique, la dégradation des sols, la volatilité des prix des denrées alimentaires et la dépendance aux intrants externes. Dans ce contexte, la transition vers l'agroécologie est devenue une stratégie clé pour promouvoir des systèmes alimentaires durables, résilients et autonomes.

C'est ainsi que les acteurs des systèmes alimentaires se réunissent dans le cadre de dynamiques multi acteurs afin de mettre en marche la transition agroécologique. A l'échelle de l'Afrique de l'Ouest, depuis 2018, il existe des dynamiques à l'échelle régionale (Alliance pour l'Agroécologie en Afrique de l'Ouest : 3A0), nationale (Dynamique pour une Transition Agroécologique au Sénégal : DyTAES) et locale (Dynamique pour une Transition Agroécologique Locale : DyTAEL). La vocation commune à ces différentes plateformes est d'impulser des partenariats dynamiques et de créer de réelles synergies entre les différentes parties prenantes de l'agroécologie afin d'aboutir à des transformations durables et positives des systèmes alimentaires par le plaidoyer et le dialogue politique, la recherche, le partage d'expérience et la formation.

Après plus de six ans d'action pour une transition agroécologique, un échange sur les avancées de ces initiatives et les défis de la mise à l'échelle de l'agroécologie semble opportun. Cette table ronde vise à catalyser une discussion constructive sur l'état d'avancement de la transition agroécologique à l'échelle de la région ouest africaine pour relever les défis complexes liés à la sécurité alimentaire en Afrique par le biais de la transition agroécologique. Les objectifs de la table ronde seront :

- de faire le point sur les expériences autour de la transition agroécologique;
- de dialoguer sur la place de la transition agroécologique dans les politiques et les transformations agricoles attendues
- d'identifier les défis pour une transition agroécologique aboutie.

Table ronde 2 : L'intensification durable dans l'agenda de la prochaine Conférence des Parties (COP16) de la Convention des Nations Unies de Lutte contre la Désertification (CNULCD)? quels messages portés à la COP16 ?

Les terres sont au cœur des travaux de la Convention des Nations unies de Lutte Contre la Désertification (CNLCD) : éviter, réduire et restaurer les terres dégradées pour atteindre un monde neutre en termes de dégradation est une contribution directe de cette convention à l'atteinte de la cible 15.3 de l'agenda 2030 du développement durable.

Tenir compte des évidences scientifiques dans les décisions d'actions à mettre en œuvre sur le terrain est une étape dont l'importance est reconnue de tous. La diplomatie scientifique n'est pas une pratique nouvelle. Elle requiert cependant de débattre des messages, de les organiser, de les prioriser et de définir les vecteurs qui vont permettre d'atteindre ses objectifs à savoir éclairer les négociations et les décisions dans les enceintes du multilatéralisme international comme les COP.

L'objectif de cette table ronde est triple est de débattre i) des enjeux de la diplomatie scientifique vis à vis de la CNCLD, ii) des messages prioritaires à mettre en lumière en prévision de la prochaine COP « Désertification », et iii) des modalités (Policy brief, etc..) pour rendre visible ces messages. Le fonctionnement de la convention désertification sera rappelé pour cadrer les réflexions.